Le Figaro

La torture se poursuivrait en Tunisie

AFP Mis à jour le 08/02/2012 à 20:30 | publié le 08/02/2012 à 20:29

La pratique de la torture a continué en **Tunisie** après le 14 janvier, date de la chute de l'ancien président tunisien, a affirmé aujourd'hui le ministre des Droits de l'Homme et porte-parole du gouvernement Samir Dilou. "L'ancien régime a chuté mais la torture existe encore. Les pratiques de tortures existent même après la révolution", a-t-il dit à l'ouverture d'une "consultation nationale pour prévenir et éradiquer la torture et les mauvais traitements, à l'initiative de la Mission de l'Organisation mondiale contre la Torture (OMCT) en Tunisie. Dilou, "une décision politique ne peut pas mettre fin à ces pratiques qui étaient la politique de l'ancien régime de Ben Ali (...) il faut du temps et beaucoup d'effort pour que tous les services sécuritaires appliquent et respectent la loi". "Il faut aussi attendre un peu de temps pour que toutes les législations soient conformes aux conventions internationales", a ajouté M. Dilou qui a emprisonné sous le régime de Ben Ali. Dévêtir les prisonniers, les appeler par des chiffres, les forcer à regarder leurs amis en train de subir la torture, figuraient dans "l'un des chapitres de la torture pratiquée sous l'ancien régime", a décrit M. Dilou. "Au nom de la lutte contre le terrorisme, des pays de longues traditions démocratiques ont commis ces dernières décennies des abus absolument inacceptables", a déploré de son côté Dick Marty, vice président de l'OMCT. "La démocratie et le respect des droits de l'Homme sont des valeurs qu'il faut reconquérir jour après jour", a-t-il ajouté soulignant qu'"il n'y aura pas de réconciliation sans un travail de mémoire et de justice" Selon lui, la Tunisie qui est sur le chemin d'une véritable démocratie, à la chance de pouvoir devenir le pays phare et une référence pour toute la région". Ce séminaire qui va réunir à Tunis pendant deux jours des experts et des représentants des ONG, vise à échanger les réflexions sur le thème de la torture, a indiqué M. Marty. Militant des droits de l'Homme, M. Marty a participé à l'enquête du Conseil de l'Europe sur les vols et les prisons secrètes de la CIA.